



Elliot Lepers

Designer de politique

• <http://getelliott.com/>

May 21, 2017



L'inévitable trahison d'Emmanuel Macron

Le renouveau, l'alternance, la modernité, voire même la révolution, sont autant de marqueurs dont use et abuse Emmanuel Macron. Mais cette image est une imposture grossière, construite par de vulgaires artifices de communication, qui instrumentalisent l'aspiration de millions d'électeurs et d'électrices. Pour quelles conséquences dans cinq ans ?



Photo © Soizig De La Moissonière

Avant-propos

J'ai voté Benoit Hamon au premier tour de l'élection présidentielle comme [je l'explique dans ce billet](#), et voté Emmanuel Macron à contre-cœur au second tour, contribuant à amener plusieurs dizaines de milliers d'électeurs à en faire autant [avec l'initiative Le Deuxième Bulletin](#).

En tant que [chef d'entreprises](#) et [travailleur indépendant](#), l'application du projet En Marche me serait très favorable économiquement.

► Vous souhaitez réfléchir à la suite ? [Laissez-moi votre email ici.](#)

Emmanuel Macron incarne l'antithèse parfaite de l'aspiration profonde à un renouvellement, qui traverse le pays en mettant à sac les partis politiques historiques. Elle est instrumentalisée, détournée de son objectif réel, pour servir une cause beaucoup moins noble : la préservation d'un pouvoir en train de périlcliter.

Son éducation est strictement identique à l'ensemble de l'élite parisienne qui gouverne depuis des décennies. Henri IV, 1er lycée de Paris, à l'ombre du Panthéon tout en haut de la Montagne Sainte-Geneviève, puis l'ENA, en même temps que [toute une génération de leaders politiques](#) qui ont accédé depuis une quinzaine d'année à toutes les fonctions les plus prestigieuses de l'État.

Un parcours certes emprunt de romantisme, avec un goût prononcé pour la littérature, le théâtre et la philosophie. Mais qui ne durera pas : il rejoint rapidement la banque d'affaires *Rothschild*, où il aide des multinationales à acheter des bouts d'autres multinationales. On parle notamment de son intervention sur le rachat des laits infantiles de *Pfizer* par *Nestlé*. Rappelons au passage que *Nestlé*

est vraisemblablement dans le trio de tête des entreprises les plus néfastes que l'histoire nous ait donné à connaître : **évasion fiscale**, **déforestation**, **scandale du lait en poudre**, gaspillage alimentaire, pillage des ressources, etc.



Extrait du film "We Feed The World", avec le patron de Nestlé

La machine Macron, c'est aussi un entourage. Des mentors, conseillers, entremetteurs, bons samaritains, qui l'ont repéré dès le début, et qu'il n'a pas hésité à écarter quand leur utilité paraissait moins évidente. Parmi eux, on retrouve notamment Jacques Attali, Jean-Pierre Jouyet et Alain Minc. À eux trois, ils regroupent l'essentiel de ce que la France compte de réseaux d'influence, de pouvoir et d'argent. Systématiquement orientés vers l'intérêt des mieux lotis.

Avec de tels alliés, il faut bien garder en tête que l'ascension fulgurante d'Emmanuel Macron n'a rien d'un exploit. Il a simplement bénéficié d'un alignement unanime et hégémonique. S'il a pu s'appuyer sur ces réseaux, c'est parce que ses soutiens savaient leurs intérêts préservés par son arrivée au pouvoir. Dès lors, comment penser qu'un candidat qui sert les intérêts de Jacques Attali, Jean-Pierre Jouyet et Alain Minc réunis puisse porter une quelconque rupture ?

Si on regarde encore plus en détail les événements des mois qui ont précédé l'élection, on comprend qu'il a surtout eu de la chance. Énormément. Il a d'abord fallu qu'Alain Juppé perde la primaire de la droite et du centre. Première anomalie, qui privait les modérés de droite, néo-libéraux de gauche et centristes désorientés d'une alternative naturelle. Puis que l'"affaire Pénélope" emporte François Fillon, réduisant encore plus sa capacité à rassembler un peuple de droite qui se retrouvait abandonné. Il a aussi fallu que François Hollande décide de ne pas se représenter, que Manuel Valls ne gagne pas la primaire socialiste et que Benoît Hamon s'effondre complètement au profit de Jean-Luc Mélenchon.

Emmanuel Macron n'a pas eu à gagner cette élection. Il a simplement dû être le seul à ne pas la perdre. La disparition du second tour de l'élection présidentielle, que l'on doit à la frayeur du *Front National* brandie depuis 15 ans par les cadres de gauche comme de droite dans un dernier élan de paresse intellectuelle, et qui aurait fait gagner n'importe qui face à Marine Le Pen, s'est chargée du reste. C'est ce qui explique l'extrême prudence de son projet. Cliver sans inquiéter. Se démarquer juste assez, sans jamais créer de rejet. Rester le dernier debout, juste assez longtemps.

Le mensonge pathologique

Emmanuel Macron marque clairement un tournant dans la parole publique. Avec lui, le mensonge devient systémique. Un outil quotidien de rassemblement et d'apaisement. Il est capable d'affirmer avec autant de conviction **une chose et son contraire**, à quelques jours d'intervalle. Comme ce fut par

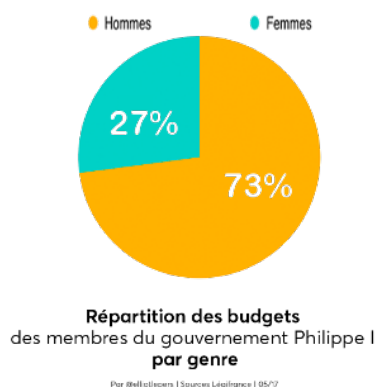
exemple le cas avec le mariage pour tous, la décolonisation, son appartenance socialiste, la sortie des énergies fossiles, le recours aux ordonnances ou la dépénalisation du cannabis. Comme pour la plupart des erreurs en politique, elles peuvent faire recette, dès lors qu'elles sont assumées. C'est le fameux "et en même temps", caractéristique du discours Macroniste, qui est devenu un tic de langage volontaire dès lors qu'il a commencé à être relevé par la presse.



Mais au moins trois événements révèlent à quel point le jeu avec la réalité est une composante, quasiment pathologique, de la personnalité d'Emmanuel Macron.

Le plus récent concerne l'engagement en faveur de l'égalité femmes-hommes que devait porter la composition de son gouvernement. Première incohérence, le ministère des Droits des femmes "plein et entier" qui avait été une promesse de campagne, devient un simple secrétariat d'État chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, qui plus est avec un nombre de conseillers limité à cinq par décret. Seconde incohérence, la parité, présentée comme un engagement fort et pourtant déjà effective sous François Hollande : en nombre, elle est effectivement respectée, avec 11 femmes pour 11 hommes. Dans le détail, c'est une toute autre histoire. Sur les cinq ministères régaliens, un seul est tenu par une femme. Même Nicolas Sarkozy avait fait mieux, en en dédiant jusqu'à trois. Par ailleurs, trois hommes exercent une tutelle ministérielle, c'est à dire qu'ils ont sous leur autorité une ou plusieurs ministres délégués ou secrétaires d'État. Aucune femme n'est dans cette situation.

Enfin, la comparaison de la taille des budgets administrés en fonction du genre apporte un éclairage édifiant : seulement 23% du budget de l'État est administré par une femme.



Estimation provisoire en fonction du PLF 2017, avant publication des nouveaux décrets d'attribution.

Le deuxième événement concerne la presse people. En mars 2016, Paris Match publie en une les confidences de Brigitte Macron.

"Exposer mon couple, c'est sans doute une maladresse [...], une bêtise. [...] Ce n'est pas une stratégie qu'on reproduira", réagit le candidat.

Quatre nouvelles unes suivront, avec des photos intimes consenties par le couple.

"Je ne fais pas les unes de la presse people, la presse people fait des unes sur moi, c'est différent", tente-t-il encore face à Nicolas Demorand en septembre 2016.

Pourtant, **une enquête passionnante de Vanity Fair** montre à quel point cette relation est travaillée, entretenue même, par l'entremise de Michèle Marchand, dite *Mimi*, fondatrice de l'agence *Bestimage*, qui a vendu les photos en question, et amie intime de Brigitte Macron.



Échange ubuesque entre Emmanuel Macron et Nicolas Demorand à propos de la presse people

Le troisième signe de cette mythomanie est le plus incroyable. Il a été raconté longuement par son principal témoin, aussi je vous conseille **de le lire directement sur StreetVox**. Nous sommes en 2011, le journal *Le Monde* cherche un repreneur. Deux candidats sont en lice : d'un côté Xavier Niel avec Pierre Bergé et Mathieu Pigasse, et de l'autre côté le groupe *Prisa*, conseillé par... Alain Minc. Un jeune banquier d'affaires propose alors bénévolement ses services à la *Société des Rédacteurs du Monde* pour les aider à y voir plus clair dans les offres de rachat. Il s'agit d'Emmanuel Macron. Mais à l'issue d'une partie de cache-cache difficilement croyable dans l'escalier d'un immeuble de bureaux du VIII^e arrondissement de Paris (que je vous invite franchement **à lire**), les journalistes découvrent que leur conseiller providentiel travaille en fait en secret pour Alain Minc, et que son bénévolat était parfaitement opportuniste.

Le syndrome du président *cool*

Les États-Unis ont eu Barack Obama, l'inventeur de *la présidence cool* qui, malgré un bilan positif sur la torture ou l'assurance santé, a fortement augmenté **le recours aux drones militaires**, n'a pas pris les mesures nécessaires pour fermer *Guantanamo*, a plaidé pour le *TAFTA*, a accéléré l'exploration des gaz de schiste, a développé la surveillance de masse via la *NSA*, et **poursuivi les lanceurs d'alerte** comme Edward Snowden.

Le Canada a Justin Trudeau, dont les promesses contre la surveillance de masse ou envers les autochtones **ont été rapidement balayées**, et dont l'acharnement pour faire naître le traité de libre-échange *CETA* fait frémir.

Macron appartient à ce club. Que nous est-il arrivé pour qu'une bonne émission, un bon mot ou une photo avec un panda, soient devenus plus déterminants que le fond de la politique menée ?

Derrière des artifices parfaitement maîtrisés, copiés à l'identique de la pratique publicitaire, nous ne décelons plus l'opposant politique, aveuglé.es que nous sommes par sa seule *coolness*. Nous apprécions notre président comme nous apprécions un yaourt.

Un projet entre néant et chaos

On pourrait parler longuement du programme, mais cela nécessiterait un billet entier. Rapidement, même s'il y a évidemment quelques aspects positifs, on peut revenir sur l'absurdité **de nombreuses mesures** :

⌘ défiscaliser les heures supplémentaires, c'est les favoriser, alors que la seule solution au chômage de masse consisterait à mieux répartir le travail ;

⌘ former 1 million de jeunes, quand seulement 158 000 emplois ne sont pas pourvus en France chaque année, ne résout pas la nature structurelle du problème ;

⌘ réduire le "coût" du travail, au-delà du problème idéologique d'appeler ainsi la richesse créée par les salariés, particulièrement sur le SMIC, c'est encourager le recours aux bas salaires, donc favoriser la précarité ;

⌘ les accords d'entreprise prévalant sur les accords de branches augurent d'une casse systématique et organisée du droit du travail, en plaçant le rapport de force en entreprise comme seule barrière ;

⌘ la baisse de l'impôt sur les sociétés à 25%, qui ne porte que sur les bénéficiaires, rappelons-le, est déjà en cours depuis le milieu des années 80, où il s'élevait à 50%, et atteindra 28% en 2020 pour toutes les entreprises. Jusqu'à 38 120 euros de bénéfice, il est déjà réduit à 15%.

⌘ l'insupportable différence de traitement entre la fraude fiscale (60 à 80 milliards d'euros par an en France), contre laquelle aucune mesure concrète n'est émise, et la fraude sociale (4 milliards, auxquels il faut déduire les 6 milliards d'aides non perçues par les ayants-droits), pour laquelle "le remboursement et des sanctions supplémentaires" sont prévues ;

Et puis il y a ces phrases vides de sens, qui semblent déjà conçues pour justifier un renoncement futur :

"nous placerons la France en tête du combat contre les perturbateurs endocriniens et les pesticides", "la France se montrera exemplaire en ce domaine", etc.

Mais le plus inquiétant se trouve dans l'idéologie générale du projet d'Emmanuel Macron. Ce fameux **libéralisme égalitaire**. Le principe fondateur consiste à penser que le marché peut se réguler tout seul pour générer de la justice sociale. Il faudrait donc donner, partout, plus d'autonomie.

Prenons l'exemple du travail du dimanche, présenté comme une avancée majeure de la "Loi Macron I" passée en force en 2015 avec le 49-3. Ouvrir le dimanche permettrait de créer de l'emploi et de relancer la consommation. En effet, les premières semaines, les enseignes précurseuses bénéficient de l'effet de nouveauté et de l'absence de concurrence. Elles peuvent donc proposer des taux horaires triplés à leurs salarié.es, pour les inciter à sacrifier leurs dimanches. Mais très vite, l'ouverture dominicale se généralise chez les enseignes concurrentes et l'effet d'aubaine disparaît.

En outre, les consommateurs n'ayant pas miraculeusement augmenté leur pouvoir d'achat entre temps, ils se retrouvent à dépenser sur sept jours ce qu'ils dépensaient sur six. Le chiffre d'affaires des commerces n'augmente donc pas. En revanche, le jour d'ouverture supplémentaire entraîne des coûts de fonctionnement supplémentaires. Les taux horaires ne sont donc plus triplés, et les prix augmentent pour couvrir le différentiel. En deux à trois ans, on a donc opéré une transition profonde

de la structure temporelle et sociale du travail , sans autre conséquence que le renforcement de **la précarité des travailleur.ses**.

Cette approche est également appliquée avec la *Loi Travail*, ou *Loi Macron II*, passée elle aussi en force en 2016 avec le 49-3. Les deux exemples récents que *Whirlpool* et *Tati* illustrent la bêtise de ce principe, qui permet par exemple aux groupes de **ne pas avoir à financer les "plans de sauvegarde de l'emploi"** de leurs filiales en difficulté.

La bienveillance de l'ancien ministre de l'Économie vis-à-vis d'Uber est tout aussi significative. L'entreprise de VTC exploite l'extrême précarité de millions de chômeur.ses et de travailleur.ses pauvres pour leur proposer une activité, toute aussi précaire, mais plus rémunératrice, en tous cas sur le court-terme. L'inconvénient, c'est que ce modèle n'est pas viable. Du côté d'Uber, c'est **une activité déficitaire**. Du côté des chauffeur.ses, cela ne fonctionne qu'**au mépris du droit du travail**. Et pour combien de temps ? Encore une fois, le seul impact économique d'Uber aura été de faire évoluer culturellement et juridiquement le droit du travail vers plus de flexibilité et plus de précarité.



Extrait de Mediapart Live où Emmanuel Macron parle d'Uber

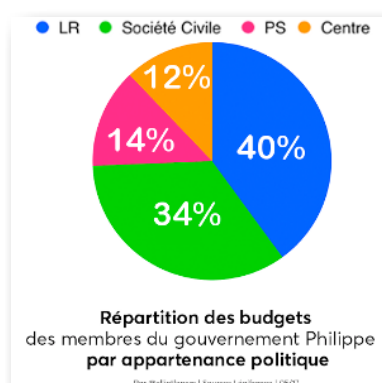
https://youtu.be/Hg9_m12R_aQ

Sous couvert de mener une politique pragmatique, "*ni de droite ni de gauche*", Emmanuel Macron applique en fait une idéologie ultra-libérale qui n'a de renouvellement que le nom.

Estimation provisoire en fonction du PLF 2017, avant publication des nouveaux décrets d'attribution.

Quand on étudie la répartition des budgets ministériels en fonction de l'origine politique de chaque ministre ou secrétaire d'État, on constate la traduction logique de ce positionnement. Au-delà de l'équilibre apparent des forces en termes de nombre de têtes, le poids de chaque ministère n'étant pas équivalent, on comprend ainsi la réelle attribution du pouvoir par Emmanuel Macron.

40% du budget de l'état est désormais administré par des ministres de droite encartés à Les Républicains, 26% par des ministres de centre-droit encartés au Modem ou au Parti Socialiste, et les 34% restants par des personnalités dites "*issues de la société civile*".



Un affront à l'avenir

Un an après le plus vaste mouvement social de la décennie, que le président de la République et le Premier ministre d'alors ont payé de leur mort politique, nous venons d'élire l'artisan du texte de loi qui en a été l'origine.

La politique d'Emmanuel Macron serait compréhensible si elle était assumée pour ce qu'elle est vraiment. Une classique politique économique de droite dure, au service du grand capital, de la finance et des industries, difficilement compensée par quelques innovations cosmétiques sur le plan du numérique et de la modernisation.

La complaisance de la majorité de la presse à son égard et l'absence criante de critique argumentée de ses trop nombreuses ambiguïtés ont contribué à faire oublier le principal.

Dans un sursaut d'optimisme, nous avons voulu croire que notre volonté de changement pouvait trouver un porte-parole en la personne d'Emmanuel Macron. Notre dernière lueur de confiance, après tant de renoncements.

Pour toutes les raisons que j'ai détaillées, la trahison est inévitable. Le renouvellement n'aura pas lieu. Les mêmes recettes seront appliquées encore et encore. Les pauvres seront plus pauvres. Les riches seront plus riches. L'enjeu historique de la transition écologique sera encore repoussé à plus tard.

Emmanuel Macron sera coupable d'avoir définitivement fait gagner le cynisme face à la trahison politicienne. En cannibalisant le dernier espoir d'un changement, il empêche le réel renouvellement d'avoir lieu, et nous fait perdre cinq ans de plus.

Voilà pourquoi j'ai voulu prendre le temps d'écrire ces lignes.

Pour consigner les trop nombreuses inquiétudes qui accompagnent la prise de fonction d'Emmanuel Macron.

Et commencer à visualiser à quoi pourrait ressembler une opposition. Le risque, c'est qu'on ne sache jamais vraiment à qui nous avons affaire. Si nous devons être bienveillant ou vigilant. Beaucoup veulent "*attendre de voir*". Nous avons attendu quatre ans avant de considérer François Hollande comme un opposant politique. Il a fallu la déchéance de nationalité puis la "*Loi Travail*". Avec Emmanuel Macron, les dés sont pipés dès le premier jour –j'ai essayé humblement d'en faire la démonstration.

Ne le laissons pas commettre la trahison de trop.

Elliot Lepers

@elliotlepers